

# Entre populisme et marxisme-léninisme : le double discours de Syriza sur la question « du sujet social »

---

**Modestos Siotos, doctorant en science politique**

Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP)

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

siotos.modestos@gmail.com

## *Introduction*

En raison du manque de données empiriques, les politologues désireux d'examiner le « phénomène Syriza » suivent en principe la couverture médiatique internationale, qui le qualifie de « populiste ». Le parti de la Gauche radicale grecque est considéré, souvent avec les Podemos en Espagne, comme un cas exemplaire du « populisme de Gauche » de l'Europe du Sud aux temps de l'austérité. Divisant l'ensemble social entre le « peuple » et l'« élite », le discours en noir et blanc de son leader, Alexis Tsipras, a créé un dipôle entre son parti et les partis au pouvoir traditionnels. Il s'agit d'un leader populiste, intelligent et charismatique mais, comme la majorité des dirigeants populistes, « un menteur », déformant la réalité sociale au service de sa stratégie électorale.

Au-delà des jugements axiologiques, la qualification de « populiste » ne donne pas une image complète de *ce qu'a été* Syriza. Depuis sa fondation en 2004, il a d'abord offert un espace de rencontres, de conflits et de discussion des diverses forces politiques de la Gauche radicale grecque. Rassemblées par une volonté commune de « reconstituer la Gauche grecque », elles formulaient des questionnements auxquels la pensée marxiste-léniniste traditionnelle peinait à répondre. Parmi les interrogations posées, se distingue le « sujet social » que Syriza devait représenter. La figure du « sujet social », utilisée par les eurocommunistes grecs depuis la fin des années 1970, a constitué une tentative de substituer la notion de « prolétariat » par l'esquisse du profil sociologique du « sujet » qui va assumer le processus d'émancipation sociale dans les sociétés contemporaines. Autour de cette question, des discours concurrents s'élaborent dans une tentative normative qui au fond veut examiner à quoi pourrait ressembler le « parti unique » que la Gauche radicale grecque devrait former. La majorité des travaux dont l'objet d'étude est Syriza, élude ces questions en occultant sa dimension historique ou sociologique. En insistant sur le discours « officiel » du parti entre les élections législatives de mai-juin 2012 et son accession au pouvoir en janvier 2015, ils négligent la problématique relative à la multiplicité des significations contradictoires qui, au fond, ont déterminé la transformation de Syriza.

Le présent article est organisé en quatre parties. En premier lieu, on examinera les travaux de Cas Mudde et Yannis Stavrakakis sur les aspects « populistes » de Syriza. Sera ensuite définie la notion de « sujet social » en expliquant les conditions de son apparition au sein du parti eurocommuniste grec, KKEesoterikou (Parti communiste grec-Intérieur, *Κομμουνιστικό*

*Κόμμα Ελλάδας-Εσωτερικού*). La section suivante traitera de la question du projet de la « reconstitution de la Gauche » dans les années 1990 et 2000 et le défi de la description du sujet social dans la société grecque après l'effondrement du monde communiste. Dans la dernière partie il sera soutenu que le populisme de Syriza est le produit politique de la position dominante d'Alexis Tsipras au sein du champ partisan. Cela ne doit pas, cependant, nous faire négliger les discours des autres agents du parti, inspirés directement de la tradition marxiste-léniniste.

### *Syriza et la question du populisme*

Un des premiers politologues éminents à classer SYRIZA comme une force « populiste de gauche » a été le hollandais Cas Mudde<sup>1</sup>. En définissant le populisme comme une « idéologie moniste et moraliste », il soutient que Syriza est un parti populiste parce que dans son « idéologie » il sépare la société en deux « groupes homogènes et antagonistes », le « peuple » et l'« établissement »<sup>2</sup>. Alexis Tsipras est un leader charismatique peu conventionnel qui prétend représenter le « peuple » face aux « puissantes élites internes et les centres étrangers » qui ont pris financièrement pour cible l'économie nationale grecque. Bien que la compréhension par Mudde des mécanismes rhétoriques utilisés par l'actuel Premier ministre grec soit précise, sa vision de SYRIZA comme un parti politique ou, pour mieux dire, comme une formation politique historique particulière de la gauche grecque dans les années 2000 est insuffisante en raison de manque données empiriques. Dans l'œuvre de Mudde, l'aspect historique de l'organisation et de l'idéologie de la gauche communiste grecque est esquivé ; En conséquence, sa vision globale de SYRIZA semble anhistorique ; Il explique les usages d'un certain discours qu'il identifie comme « populiste » sans avoir correctement étudié ni son contenu idéologique ou sa généalogie. D'où son argument principal selon lequel le populisme est devenu l'« idéologie du parti » sur la voie de son accession au pouvoir. En réalité, ainsi que nous allons tenter de le montrer plus loin, la situation est inverse : le populisme dans le cas de SYRIZA a été le véhicule discursif principalement de son leader, Alexis Tsipras, qui, depuis son élection à la présidence de Synaspismos en février 2008, a vulgarisé les thèses contradictoires des composantes de Syriza afin de bâtir un ensemble homogène de messages politiques. En ce sens, le populisme ici n'est

---

<sup>1</sup> Mudde, Cas, *The Defeat of a Populist Promise*, Epikentro, Athens. (In Greek)

<sup>2</sup> Mudde, Cas, *The problem with populism*, Guardian, 17 February 2015

<https://www.theguardian.com/commentisfree/2015/feb/17/problem-populism-syriza-podemos-dark-side-europe>

pas une « idéologie », il ne porte pas non plus un message éthique, mais un certain type de rhétorique formalisant les idées et les significations non explicitées en profondeur.

D'un autre côté, le « théoricien du populisme » d'origine grecque, Yannis Stavrakakis, qui, notamment dans son texte co-rédigé avec Giorgos Katsampekis « Left-wing populism in the European periphery »: the case of SYRIZA » cherche à expliquer qu'être populiste est une... qualité quand on est de gauche<sup>3</sup>. En adoptant la méthodologie d'analyse de discours et la définition de Ernesto Laclau sur le populisme, Stavrakakis explique pourquoi Syriza est effectivement un parti populiste. Ensuite, il avance l'idée que les forces « anti-populistes » en Grèce sont en effet les forces de l'ordre établi qui protègent ses intérêts matériels, contrairement à Syriza qui, à travers la notion « du peuple », élabore un projet politique de changement politique démocratique et d'émancipation. Les forces de la Gauche en Europe devront s'inspirer de Syriza, développer ce qu'il appelle « inclusionary populism » (le populisme inclusif) et revendiquer le terme « peuple » à l'extrême-droite<sup>4</sup>.

L'erreur commise par Mudde et Stavrakakis (outre leur analyse émotionnelle), chacun avec une position politique et épistémologique différente, est liée à leur conception unidimensionnelle d'un parti politique. Les approches dominantes dans l'étude des partis politiques en science politique contemporaine ont généralement des difficultés à saisir la diversité des configurations idéologiques des partis politiques. En effet, la compréhension ontologique des partis politiques en tant qu'acteurs anthropomorphisés, dont les fonctions (Almond), les liens avec la société (Katz) ou leur relation avec l'Etat doivent être analysés et explicités (Matz), les conceptualise en tant qu'entités relativement homogènes<sup>5</sup>. De même, Cas Mudde et Yannis Stavrakakis ne prennent pas en compte dans leur analyse la multiplicité des significations structurant le mode de fonctionnement d'un parti politique. En identifiant Syriza avec Tsipras, ils font un saut logique qui circonviendrait des discours concurrents qui se produisent au sein du champ partisan, qui est surtout un espace de production des significations qui administrent des idées multiples et souvent contradictoires. Les biens mêmes produits par un

---

<sup>3</sup> Stavrakakis, Y., Katsampekis, G. « Left-wing populism in the European periphery: the case of SYRIZA », *Journal of Political Ideologies*, vol.19 no.2, pp. 119-142.

<sup>4</sup> Ibid., p.135.

<sup>5</sup> Offerlé, M. (2012), *Les partis politiques*, PUF, Paris.

parti politique sont, selon les termes de Pierre Bourdieu, «instruments de perception et d'expression du monde social (ou principes de la di-vision)»<sup>6</sup>. Ils divisent les membres du parti des non-membres ainsi que les membres du parti entre eux en fonction de leurs différences idéologiques intra-partisanes.

L'idéologie d'un parti politique est loin d'être homogène ; ses agents adoptent, créent et reproduisent des significations diverses et opposées<sup>7</sup>. On tentera ci-après une analyse dont l'objectif est double : en premier lieu, mettre en lumière la richesse des significations générées par les agents agissant à travers les structures de Syriza ; deuxièmement, montrer que le discours populiste correspond au discours de son leader devenu dominant pendant la période entre 2012 et 2015, quand le parti de la gauche radicale a commencé à abandonner son profil « militant » lors de sa transformation en parti au pouvoir. A cette fin, on expliquera pourquoi le schéma de pensée politique centré autour de la figure du « sujet social », enraciné dans la tradition eurocommuniste grec et du parti « Synaspismos » (*Συνασπισμός της Αριστεράς και της Προόδου*, Coalition de la Gauche et du Progrès) dans les années 1990 et 2000, peut expliquer le « phénomène populiste » mais aussi les autres discours concurrents.

### *Les impasses du marxisme-léninisme dans la pensée eurocommuniste*

Bien que la généalogie de la notion de « sujet social » demeure un travail à mener, c'est dans la phase de la « décommunisation » du KKEesoterikou qu'on le voit apparaître au sein des cercles de la gauche grecque. Il répond à une question qui condense la confusion de l'époque et à laquelle les eurocommunistes n'ont pas pu répondre, à savoir si la classe ouvrière n'est pas finalement le porteur de la fin de l'Histoire, et son rôle dans les Partis communistes. Il s'agit d'une question centrale pour les partis communistes de l'Europe de l'Ouest pendant les années 1980 qui symbolise l'embarras de la pensée marxiste-léniniste face aux transformations sociales et politiques de l'époque.

---

<sup>6</sup> Bourdieu, P. *La représentation politique [Éléments pour une théorie du champ politique]*, Actes de la recherche en sciences sociales Année 1981, vol.36 no.1, pp. 3-24.

<sup>7</sup> Hastings, M., Partis politiques et administration du sens, in Andolfatto, D., Greffet, F., Olivier, L., (2001) dir., *Les partis politiques. Quelles perspectives ?*, L'Harmattan, Paris.

Le terme renvoie à la notion de la classe ouvrière au sein du système idéologique communiste. On connaît très bien la tâche que l'Histoire a confiée au prolétariat : dans la lecture marxiste-léniniste du « procès historique » qui mènera à une société sans classes sociales, la classe ouvrière est celle qui va diriger la lutte pour la socialisation des moyens de production et l'émancipation sociale. Elle est la classe « destinée » à guider la « lutte finale ». Mais elle ne peut pas le faire si elle ne s'organise pas : la lutte pour l'établissement et le développement de la « nouvelle société socialiste », surtout dans la pensée léniniste, ne peut se réaliser qu'à travers l'organisation du « Parti des ouvriers » qui va établir le pouvoir ouvrier révolutionnaire : selon la *doxa* marxiste-léniniste de la Troisième Internationale, le Parti communiste assume la direction morale et politique de la lutte de la classe ouvrière. Le Parti est un reflet (comme l'État capitaliste l'est pour la classe capitaliste) du « sujet révolutionnaire », de la classe ouvrière. Il offre les structures d'organisation qui permettront la *lutte politique* du prolétariat contre l'ordre capitaliste.

Au cours du vingtième siècle, dans les pays où les partis communistes d'inspiration léniniste ont pour tâche d'affronter l'ordre social établi, le ou les Parti(s) communiste(s) constituait – toujours aux yeux de ceux qui adhéraient au mythe communiste - l'espace d'expression, d'action et d'organisation des « exploités ». Instrument de la classe ouvrière, le Parti existait pour servir les objectifs de la révolution prolétarienne, la préparer à entrer en conflit avec l'État capitaliste et prendre le pouvoir. Le Parti communiste et la classe ouvrière ont été deux notions l'une complétant l'autre.

### *Le passé d'une illusion*

Cette compréhension doctrinale du ML sera rejetée progressivement dans le cadre du processus de dé-stalinisation des partis communistes de l'Europe de l'Ouest à partir des années 1960. A plusieurs niveaux de la vie partisane communiste, le rôle du Parti, de la classe ouvrière et de la « nature » de l'État capitaliste seront réexaminées à la lumière des transformations socio-économiques et politiques des sociétés occidentales d'après-guerre. Les partis communistes se sentent obligés d'élaborer un discours de prise de pouvoir dans le contexte des démocraties capitalistes représentatives qui les contraignent à laisser derrière eux la ligne de la dictature du prolétariat. Inventant une voie démocratique pour ériger le socialisme, voilà le défi que les partis communistes en Italie, en France, en Espagne et en Grèce devaient surmonter. Tâche difficile qui

exigeait, entre autres, une rénovation théorique – au moins partielle - des croyances communistes.

Dans cet objectif, le PCI (*Partito comunista italiano*), plus proche du pouvoir entre 1968 et 1978 que n'importe autre parti communiste d'Europe occidentale, montre la voie<sup>8</sup>. Il doit inventer un discours qui l'élèvera en force politique nationale, suffisamment sérieuse et compétente pour gérer l'économie nationale et l'appareil étatique. Les communistes italiens savent que pour cela, reparler du rôle du prolétariat dans la lutte politique est nécessaire s'ils veulent étendre leur message en dehors de la classe ouvrière traditionnelle. Dans les années 1970 et 1980, la classe ouvrière n'est guère la classe la plus nombreuse dans la société ; on s'en doute même si elle a encore le fond pour devenir « le sujet révolutionnaire » comme Marx, Lénine et Rosa Luxemburg le pensaient à la fin du XIXe siècle, début du XXe. La synthèse sociologique des sociétés occidentales demeure l'analyse marxiste-léniniste traditionnelle obsolète même pour certains adhérents de ces Partis communistes. Par ailleurs, l'apparition de nouveaux mouvements sociaux et de demandes post-matérielles (féminisme, écologie politique, droits minoritaires) modifient l'agenda politique. Comment parler du communisme, si les ouvriers ne sont plus les agents de la révolution anticapitaliste ?

Les partis eurocommunistes se trouvent à la croisée des chemins d'une transformation historique qui les forcent, afin de survivre politiquement et électoralement, à examiner à nouveau les outils théoriques et méthodologiques avec lesquels ils désignent leurs thèses programmatiques et leurs stratégies politiques. Cette réflexion a surtout été menée autour de l'interrogation de la synthèse sociologique des classes sociales qui les soutenaient. La confusion des cadres, des adhérents et des intellectuels communistes face à ces questions a marqué la période de la décadence politique des partis eurocommunistes. A partir du milieu des années 1980 les partis communistes en Italie, en Espagne et dans d'autres pays d'Europe occidentale se transforment en partis de la « Gauche radicale » ; la plupart d'entre eux décident d'abandonner leur identité communiste. Le PCI se transforme en PDS (*Partito democratico della sinistra*, Parti démocratique de la gauche) en 1991 et le PCE (*Partido Comunista de España*) fonde l'IU (*Izquierda Unida*, Gauche unie) en 1986.

---

<sup>8</sup> Mpalampanidis, Y (2015)., *Evrokommounismos*, Polis, Athens.

En Grèce le parti porteur des idées eurocommunistes a été le KKEesoterikou. Fondé après la division du KKE (*Κομμουνιστικό Κόμμα Ελλάδας*, Parti communiste grec) en février 1968, c'est un parti électoralement faible (ne dépassant pas 1-3 pour cent des voix aux élections législatives entre 1974 et 1986) mais fort au sein de la jeunesse étudiante et le champ intellectuel et culturel de la Grèce pendant les premières années de la *Μεταπολιτيفesi*, l'ère démocratique du pays. Le KKEesoterikou, après avoir perdu face au KKE sur la question de la légitimité de l'un des deux Partis communistes, prend la décision de « se décommuniser » après son 4<sup>ème</sup> Congrès en mai 1986<sup>9</sup>. Le parti change de nom, désavoue en tant que symbole la faucille et le marteau. Un ans après, la majorité du parti se transforme en « Gauche Grecque » (*Ελληνική Αριστερά*, EAR) mais la minorité, désireuse de sauvegarder le caractère anticapitaliste de la « Gauche rénovatrice » (*Ανανεωτική Αριστερά*), comme fut l'appelée la famille eurocommuniste, fonde le KKEs-AA<sup>10</sup> (*Κομμουνιστικό Κόμμα Ελλάδας, Ανανεωτική Αριστερά*, Parti communiste grec-Intérieur – Gauche rénovatrice).

L'argument de la décision de la majorité a été que le parti devait prendre en considération les grandes transformations sociales, politiques et intellectuelles de l'époque que le marxisme-léninisme avait peine à prendre en considération. Le nouveau parti adopte une position favorable au projet européen, il accepte le marché libre et soutient « une coordination nationale démocratique de l'économie ». La gauche devra se « refonder » en tenant compte de la fin proche de l'expérience communiste. Pour cela, il faudra rompre définitivement avec le « dogmatisme communiste » et réinventer la Gauche sans oublier l'itinéraire qui les avait menés jusque-là. L'identité communiste a été considérée comme un obstacle aux valeurs de la « Gauche rénovatrice » dans le nouveau monde émergent.

---

<sup>9</sup> La décision n'a pas été prise unanimement : trois plateformes apparaissent, la première du leader historique Leonidas Kyrkos soutient la transformation à un parti non-communiste ; la deuxième supporte le maintien des symboles et l'identité communiste et avance l'idée d'une transformation qui radicalisera le parti ; et le troisième propose la décommunisation mais en termes radicaux.

<sup>10</sup> Un parti qui des années 1990 et 2000 comptera quelques centaines d'adhérents (les chiffres exacts ne sont pas disponibles).



## *Le sujet social*

En dépit de leurs différences ceux qui étaient du côté de l'EAR comme leurs camarades qui n'acceptaient pas le projet de « décommunisation » du parti, se sont préoccupés, et ce avant même la division du KKEesoterikou, de la question du « sujet social ».

Bien que les conditions exactes de l'apparition du terme ne soient pas connues, il semble être apparu les dernières années du KKEesoterikou. En premier lieu, le terme constitue une substitution de la notion du « prolétariat ». Dans le contexte eurocommuniste, un accord fondamental au sein du parti stipule depuis des années que les transformations profondes des infrastructures économiques dans les systèmes capitalistes contemporains modifient les rapports de production et par conséquent la forme du travail. La classe ouvrière et le « prolétariat » perdent la primauté accordée par le marxisme-léninisme dogmatique depuis la Deuxième Internationale. Néanmoins, sans avoir encore rejeté les objectifs socialistes et communistes, la question soulevée par les eurocommunistes grecs consiste à identifier le « nouveau sujet » qui constituera la « levure » de la transition vers le « socialisme démocratique ». (Une transition qui s'effectuera à partir de la participation aux institutions représentatives de l'État démocratique libéral, les luttes traditionnelles « ouvrières » et les nouveaux mouvements sociaux). Si finalement la classe ouvrière n'est pas destinée par l'Histoire à jouer le rôle de la classe « choisie », il fallait chercher le « sujet social » qui entreprendrait cette tâche. De la même manière que le prolétariat a joué un rôle déterminant dans la lutte des classes lors de la phase antérieure du capitalisme, il faudra réfléchir sur « Sujet » du changement social dans les sociétés capitalistes post-industrielles.

Surgit ainsi une interrogation sur l'identité du « sujet social » qui mènera les luttes anticapitalistes à l'avenir. Les réponses varient et engendrent des conflits et des débats entre les membres du parti. Elles se déclinent en deux volets : Premièrement, le « sujet social » ne pourra que faire référence à une ou plusieurs classes sociales qui sont à l'épicentre de l'exploitation capitaliste d'aujourd'hui. La quête du « sujet social » renvoie ici aux caractéristiques sociologiques contemporaines de la classe sociale ouvrière ; elle renvoie aussi aux nouvelles couches sociales apparues à cause de la transformation de l'infrastructure ainsi qu'aux groupes sociaux les plus menacés ou atteints. De ce fait, le terme « sujet social » est utilisé pour permettre la formulation des questionnements concernant (a) l'identification des diverses catégories

sociales exploitées dans les sociétés capitalistes contemporaines, et la description de leurs caractéristiques sociologiques et (b) leur rapport au travail et par conséquent leur position et rôle au sein du système capitalisme.

En deuxième lieu, les eurocommunistes grecs traitent le défi posé par l'émergence des nouveaux mouvements sociaux. Contrairement aux partis communistes orthodoxes, et surtout le KKE, le KKEes intègre dans ses thèses programmatiques les exigences post-matérielles des mouvements sociaux. Initiatives d'autogestion, mouvements féministes, écologiques et minoritaires sont considérés comme des alliés dans la lutte contre le capitalisme et un nombre important de jeunes intellectuels partisans cherche à expliquer comment les différentes formes de domination dans la société capitaliste s'articulent avec l'exploitation au travail<sup>11</sup>. Avec la figure du « sujet social » les eurocommunistes grecs possèdent un terme pour traiter également du « sujet » qui a subi des formes de domination autres qu'économique et qui participera à la lutte pour l'émancipation sociale. La figure du « sujet social » est assez abstraite et maniable pour inclure également les luttes des nouveaux mouvements sociaux comme le « sujet révolutionnaire du demain ».

### *Après le marxisme-léninisme*

La notion de « sujet social » renvoie donc au besoin de combler le vide créé par l'abandon de la place occupée par le « prolétariat » dans l'idéologie marxiste-léniniste. La notion survivra à la dissolution du KKEesoterikou. Ses successeurs dans les années 1990 et 2000 sont au nombre de deux : Synaspismos et AKOA (*Ανανεωτική Κομμουνιστική Οικολογική Αριστερά*, Gauche rénovatrice communiste écologique). En ce qui concerne AKOA, le parti (dont le leader principal et secrétaire général reste jusqu'au début des années 2010, Yannis Mpanias, l'ancien secrétaire du KKEesoterikou, élu en 1982), restera fidèle aux principes fondamentaux de l'eurocommunisme. Il s'agit d'un cas très intéressant : un petit parti politique, comptant quelques centaines de membres qui, dans ses principes fondateurs, vise à la « rénovation de l'idée communiste » en termes anachroniques pour les années post-1989.

---

<sup>11</sup> Le travail du sociologue franco-grec Nicos Poulantzas essaie de répondre à ces questionnements. Voir aussi Poulantzas, N., *L'État, le pouvoir, le socialisme*, Les Prairies ordinaires, Paris 2013.

Encore plus intéressant est le cas de Synaspismos (Coalition de la Gauche et du progrès). Le parti sera créé en tant qu'alliance électorale et politique du KKE avec l'EAR en 1989. Deux ans après, il se transforme en parti politique mais seule la minorité du KKE décide d'y participer. Il constituera la pierre angulaire de Syriza entre 2003 jusqu'à sa dissolution en 2013. Le Synaspismos nous occupera ici pour plusieurs raisons. Malgré sa structure fractionnaliste<sup>12</sup>, qui provoquera des conflits intra-fractionnels (tout en portant les dispositifs pour les absorber), le parti réussira à rester uni pendant vingt ans. Comment des individus portant un habitus militant particulières différencié ont-ils pu construire et maintenir un parti qui n'a cessé de générer des conflits autour de son identité idéologique et politique ? Question compliquée, qui ne peut pas être traitée ici. J'essaierai d'apporter seulement une partie de la réponse.

---

<sup>12</sup> La cartographie des différentes fractions au sein de Synaspismos et de leur transformation dans le temps constitue un défi. Le parti était en premier regard le champ de rencontre d'une génération de militants de gauche formés politiquement dans des camps adverses : les uns, eurocommunistes, la plupart d'entre eux voulant laisser en arrière tous ceux liés au léninisme, beaucoup d'entre eux avec le marxisme, également. Les autres, anciens militants orthodoxes communistes d'un Parti communiste qui accusait Gorbatchev de révisionnisme et refusait de renoncer au stalinisme. Schématiquement, on peut classer les différents courants apparus au sein de Synaspismos en trois grandes catégories sur le critère de leur origine politique, de leurs thèses idéologiques et de leur relation vis-à-vis du rôle institutionnel président du parti. Premièrement, les courants, dits, « de la Rénovation » dont les adhérents partagent en commun le fait d'être membres de l'EAR. Pro-européens, partisans du soi-disant « réformisme de Gauche » qui consiste en un projet de « modernisation des infrastructures économiques et de l'appareil étatique », ils favorisent un rapprochement avec le PASOK et d'autres forces du centre-gauche. En second lieu, le « Aristero Refma » (Courant de gauche) des anciens communistes du KKE : bien qu'ils partagent le soif des certains Rénovateurs d'une certaine « modernisation » des idées de la Gauche grecque et reconnaissent le besoin d'une réunification de ses forces, les agents du « Refma », bien qu'ayant rejeté des aspects du communisme de la Troisième Internationale, ne l'ont pas fait pour le marxisme-léninisme en tant que « boussole » politique et théorique. Ils restent donc hostiles au capitalisme ou au marché libre, à l'Union européenne et à la perspective d'une alliance avec les socialistes grecs. Enfin, la troisième catégorie s'intitule les « Présidentiels ». Contrairement aux cas précédents, il s'agit ici des courants définis par leur rapport au Président du parti : bien que Synaspismos soit reconnu dans l'opinion publique pour sa structure organisationnelle qui promeut la démocratie interne, la dichotomie Refma/Rénovateurs (souvent traduite en dipôle « anciens communistes/social-démocrates » ou « paléo-stalinistes/droitistes ») a été souvent circonvenu pour créer des plateformes de soutien au président du parti. C'est le cas pour le Président Konstantopoulos après 1996, le même pour Alavanos entre 2005-2007 et ce fut également le cas surtout pour Alexis Tsipras entre son élection à la présidence de Synaspismos en 2008 jusqu'à la dissolution du parti en 2013. La formation de ces courants ne s'est pas faite seulement pour des raisons « techniques » ou « micropolitiques » dans la lutte pour l'hégémonie intra-partisane. Il y avait des différences idéologiques importantes dans les trois cas. Voir aussi, Eleftheriou, C., *"The uneasy 'symbiosis'". Factionalism and Radical Politics in Synaspismos.*, Paper prepared for presentation at the 4th Hellenic Observatory PhD Symposium

Synaspismos – un peu comme Syriza ainsi qu'on le verra ultérieurement – n'a pas été un parti politique portant une « idéologie » homogène. Au moins durant les dix premières années, le parti a fonctionné comme un espace permettant la réflexion, sans la censure des partis staliniens, sur ce que la « Gauche » pourrait devenir au XXI<sup>e</sup> siècle ; un espace qui mobilisait tous ceux croyant encore à la « Gauche radicale et rénovatrice » sans être en mesure de répondre suffisamment à la question de la signification « être de Gauche ». Chacun/e en partant de sa propre position, sa propre référence idéologique, participait au parti en tentant de définir ce que la Gauche avait été ou pouvait devenir, après la fin de l'expérience de 1917.

Cette préoccupation a concerné d'abord la « Gauche grecque » : au-delà du dogmatisme ML du modèle de la Troisième Internationale et des certitudes « scientifiques » découlant de la lecture conventionnelle du marxisme, peut-il exister « une Autre Gauche » qui se différenciera de la social-démocratie de la Troisième voie du PASOK?

La réponse passait, dans la ligne de la pensée eurocommuniste, à travers un double examen du « sujet social » et du « parti qu'il faudra construire ». Il s'agit d'une structure de pensée propre à la « Gauche radicale grecque » entre 1991 et 2015 fondée sur deux signes opposés. Dans le premier pôle, on trouve un discours normatif, sur le « mode de *devoir-être* », pour reprendre les mots d'Étienne Balibar, de ce que doit être un « parti de Gauche » à notre époque. On est ici au cœur des problématiques des agents de Synaspismos et de Syriza et d'une certaine manière de la Gauche post-communiste globale dans le monde : quelles doivent être la structure et les principes organisationnels d'un parti de Gauche qui n'est ni « bourgeois » ni « léniniste » ? Inévitablement, il s'agit d'une question liée, dans la continuité de la méthodologie marxiste, à la ou aux classes sociales que ce parti doit représenter. Il faut donc consacrer une analyse à *ce qu'est* actuellement le « sujet social », ses caractéristiques sociales, pour répondre à la question « quel parti » veut-on construire. Bien que l'objectif stratégique du communisme ait été abandonné par Synaspismos, des éléments structurant le discours transitoire de la phase eurocommuniste ont été adoptés par l'ensemble des agents du parti.

### *Discours concurrents*

Dans les années 1990 et 2000, la signification de sujet social se modifie en raison du moment, de la position, des conditions de production, et de l'habitus de l'agent au sein du parti

qui produit un discours sur cette question. En tant que parti rassemblant des individus aux origines politiques divergentes, Synaspismos a été un lieu de production de discours variables, et souvent contradictoires. Les raisons mêmes à l'origine de la question de ce qu'est le sujet social - surtout en si on tient compte qu'il ne s'agit pas d'un parti communiste - changeront selon la conjoncture et les rapports de force au sein du parti. Entre 1993-2001, la question du sujet social soulève moins de débats qu'entre 2004-2010 et se pose pour des raisons différentes. Par exemple, durant la première période, sous la présidence du socialiste Nikos Konstantopoulos (avocat de réputation exceptionnelle n'ayant jamais adhéré à l'un des partis communistes dans les années 1970, une solution « à mi-chemin » entre le courant des « Rénovateurs » et le courant de « Aristero Refma »), les « Rénovateurs » dominent dans la concurrence intra-partisane. Ayant abandonné l'analyse de la lutte des classes (il s'agit des anciens membres d'EAR), ceux-ci parlent des « classes de travailleurs, des professions libérales, des fonctionnaires, qui sont frappés de plein fouet ou ne sont pas protégés suffisamment par les politiques du Pasok de Costas Simitis. Pour eux, le rôle de Synaspismos dans la vie politique et sociale du pays devrait être de devenir la « conscience de gauche » de Pasok, dans le contexte d'un bipartisme polarisé avec les conservateurs de la ND<sup>13</sup>. Dans l'autre extrême, la fraction d'« Aristero Refma » et les cadres et adhérents qui y sont liés, et provenant du KKE, élaborent une conception différente de ce qu'est le sujet social<sup>14</sup>. Bien que d'accord avec l'analyse sociologique des rénovateurs, ce n'est pas le cas quant à la stratégie que le parti devra définir pour « protéger ses intérêts ». (Sous l'emprise de ses divers courants, Synaspismos sera divisé sur la perspective de l'alliance politique avec le Pasok, soutenue par l'aile droite du parti). La majorité des agents liés à cette fraction minoritaire n'a pas cessé de croire à la lutte de classes : ils maintiennent en vie une conception de la réalité sociale et politique inspirée directement, ou très proche, de la tradition marxiste-léniniste. Ainsi, pour l'« Aristero Refma », le Pasok et la ND sont des partis « bourgeois ». La tâche historique de Synaspismos n'est pas de rapprocher le Pasok mais de ré-inventer la Gauche sans renier le

---

<sup>13</sup> Vernardakis, Ch. *Partis politiques, élections et système de parti, Les transformations de la représentation politique 1990-2010*, Éditions Sakkoulas, Athènes, 2011. (en grec)

<sup>14</sup> Il est intéressant de voir comment la notion du « sujet social » a circulé parmi ceux issus du KKE. Le terme gagne en popularité à cause de son utilité dans la recherche d'un terme pour substituer la notion du « prolétariat » (même s'ils n'utilisent pas toujours le terme de manière implicite).

marxisme mais sans rester non plus embourbés dans une logique sectaire (au sens qu'elle refuse de collaborer avec d'autres partis de la Gauche) et dogmatique caractéristique du KKE.

Ainsi en premier lieu, la figure du sujet social sert aux agents partisans pour définir les caractéristiques sociologiques des catégories sociales que Synaspismos doit représenter. Au 4<sup>ème</sup> Congrès du Parti (Athènes, 9-12 décembre 2004), la liste de « Refma » gagne les élections des élus dans l'instrument-clé du parti, le Comité central, et Alekos Alavanos, ancien cadre du KKE et député parlementaire avec Synaspismos depuis 1989, est élu président. Sous sa présidence, Synaspismos effectue son fameux « virage à gauche » en radicalisant la stratégie politique du parti : Synaspismos renforce ses liens avec les mouvements sociaux (en effet il s'agit un processus qui date de 2000 : participation aux Forum sociaux européens et grecs, mobilisations à Porto Alegre, Gènes, etc.). Il abandonne la politique de convergence avec le Pasok, adopte un discours plus critique qui cible le « capitalisme » et les « politiques de classe » menées en Grèce et en Europe.

Dans le cadre de sa transformation radicale, Synaspismos fonde Syriza (Coalition de la gauche radicale), une coalition électorale et politique qui rassemble AKOA et des organisations politiques de l'extrême gauche communiste.

Inévitablement la grande question stratégique pour Synaspismos toute au long des années 2000, concerne l'avenir du projet Syriza et la place du parti au sein de la coalition. Le « Aristero Refma », le courant « Rouge/vert » (des anciens eurocommunistes de gauche et des jeunes cadres militants formés au sein des mouvements d'anti-globalisation), la majorité des membres du parti qui ne soutient aucun courant ainsi que l'organisation de la jeunesse du parti, se positionnent en faveur du renforcement des liens entre les organisations qui le composent. D'un autre côté, les « Rénovateurs » ont craint que la participation à Syriza ne trouble la physionomie de Synaspismos». Ils préviennent de la marginalisation au sein de la société du parti, qui progressivement se transformera en un « groupuscule gauchiste ». Ils se heurtent à la perspective de la transformation de Syriza en un parti unique et finalement ils quittent le parti lors du 5<sup>ème</sup> Congrès en 2010.

Le débat sur la question de l'avenir de Syriza se porte sur plusieurs niveaux. Il condense deux logiques différentes sur le « sujet social » mais aussi – nouveau terme – sur le « sujet

collectif » que la Gauche grecque et européenne doit bâtir. Ce dernier terme est inventé pour permettre la discussion autour de la forme de l'organisation à construire pour lutter contre l'ordre néolibéral capitaliste contemporain. Il est utilisé en tant que terme intermédiaire à l'objectif de combler le vide du « Parti communiste » de la théorie léniniste. La discussion sur le « sujet collectif » est analogue à l'usage du terme « sujet social » mais s'inscrit dans un objectif différent. Elle ne se limite pas à Synaspismos, elle structure le champ de discussion entre ses composantes de Syriza. Elle permet de (re)faire la discussion, dans des conditions très différentes de celles de 1989, de « réunifier la Gauche », la « reconstruire » lui « redonner un nouveau sens ». Cette fois, cependant, les agents impliqués ont changé, les protagonistes viennent de tous les courants de la Gauche marxiste, des anciens eurocommunistes d'AKOA aux anciens maoïstes de KOE (*Κομμουνιστική Οργάνωση Ελλάδας*, Organisation communiste de Grèce), luxembourgiens et trotskistes DEA (*Διεθνιστική Εργατική Αριστερά*, Gauche ouvrière internationaliste) et Kokkino (*Κόκκινο*, Rouge).

La discussion sur le « sujet collectif » a été étroitement liée à celle sur le « sujet social ». En effet, les composants de Syriza ont été d'accord sur l'aspect symbolique du « sujet social » : esquisser le profil du « Sujet » qui va entreprendre les luttes d'aujourd'hui contre le capitalisme néolibéral. Sur ce point, entre 2007-2010, il existe un consensus minimal au sein des organisations politiques de Syriza sur les catégories sociales les plus affectées par le néolibéralisme des gouvernements grecs (les chômeurs, les salariés, les travailleurs en situation précaire et à temps partiel, les vacataires, les petits agriculteurs, les éleveurs, les immigrants, les femmes, etc.) ainsi que les catégories sociales à l'avant-poste des luttes, comme la « jeunesse » et les mouvements sociaux qui résistent à l'« attentat néolibéral ». Elles sont tous identifiées comme faisant partie du « sujet social » que les luttes de Syriza, à travers ses structures organisationnelles, devront coordonner tout en respectant leur autonomie d'action<sup>15</sup>.

### *Le « peuple » d'Alexis Tsipras*

Aux élections législatives de 7 mars 2007, Syriza gagne 5,04 pour cent des voix, augmentant de façon significative ses résultats électoraux (3,26 per cent). Les réunions entre ses organisations deviennent plus denses, un vent d'optimisme traverse le projet. Pendant les neuf

---

<sup>15</sup> Discours de Litsa Ammanatidou, (cadre de Syriza, député parlementaire janvier 2015-août 2015) lors du Congrès continu de Synaspismos en février 2009.

mois précédant les émeutes de décembre 2008 (dues à l'assassinat du lycéen Alexandros Grigoropoulos), des sondages successifs montrent que Syriza remportera les prochaines élections législatives en réunissant entre 12 et 20 pour cent des votes. Ces chiffres surprenants confirment aux dirigeants de Synaspismos que le projet de Syriza possède une dynamique sociale remarquable.

Néanmoins, aux élections suivantes du 2 octobre 2009, Syriza, sous la direction d'Alexis Tsipras, (l'ancien secrétaire de l'organisation de jeunesse de Synaspismos, élu président du parti au 5<sup>ème</sup> Congrès en février 2008) ne rassemblera « seulement » que 4,60 pour cent des voix. Les estimations des sondages ne se sont pas concrétisées électoralement. Ceci est dû à plusieurs facteurs : aux flèches décochées à Syriza par les médias pour son soutien aux émeutes de décembre; au fait que la coalition de la Gauche radicale apparaisse comme le « parti politique des casseurs », présenté comme la force responsable du chaos régnant durant deux semaines dans les grands centres urbains du pays. Les autres partis parlementaires, y compris le KKE, ont adopté une ligne politique similaire, accusant, directement ou indirectement, Syriza de vouloir renverser le régime démocratique ! Ensuite, un deuxième facteur crucial pour cette débâcle électorale, a été le renforcement du PASOK. L'effondrement du premier ministre Kostas Karamanlis, qui semblait vouloir démissionner de ses responsabilités de premier ministre au vu de l'émergence de la crise de la dette souveraine, a confiné Syriza à un résultat électoral en-dessous des attentes de ses membres.

La leçon tirée de ce faible score dans les sondages fut que Syriza pouvait, dans de bonnes conditions, profiter des crises du Pasok pour menacer sa dominance à gauche du centre du système politique. La perspective d'une nouvelle majorité socio-électorale autour de Syriza n'était pas irréaliste. L'apparente radicalisation des couches sociales qui traditionnellement constituaient la base électorale du Pasok, créa des espoirs pour les composants de Syriza confirmant leur volonté mutuelle de renforcer la convergence idéologique et organisationnelle.

### *Ceci change tout*

L'éclatement de la crise de la dette souveraine en octobre 2009, quelques semaines après la victoire du Pasok, et la signature de l'octroi d'un prêt par le Fonds monétaire international, la Banque centrale européenne et la Commission européenne modifieront le contexte du débat



politique. Les années suivantes, et jusqu'à l'arrivée de Syriza au pouvoir en janvier 2015, la vie politique en Grèce sera axée autour d'un clivage politique divisant les partis politiques entre les « pro-memorandum » et les « contre-memorandum », ceux qui soutiennent et ceux qui s'opposent aux octrois de prêt<sup>16</sup>. Cible d'attaques virulentes par l'ensemble des partis politiques, le Pasok s'abîme forçant à licencier des millions des fonctionnaires, couper les retraites et privatiser des entreprises publiques. Une fenêtre d'opportunité s'ouvre pour Syriza en lui offrant l'occasion de devenir la principale force d'opposition au champ politique.

Pourtant, lors de la première année de la crise économique, Syriza, malgré le départ du courant des « Rénovateurs » de Synaspismos, est resté une alliance politique lâche sans thèses programmatiques uniques. Sur de nombreuses questions, comme par exemple la sortie de la Grèce de la zone-euro, les membres de Syriza ne partagent pas la même position. Cette situation suscite la confusion et altère le profil médiatisé du parti. Les discours concurrents sur l'orientation stratégique de Syriza rendent difficile l'adoption de positions politiques uniques et remettre à plus tard la transformation de l'alliance à un parti unique.

Néanmoins la conjoncture politique est critique. Entre 2010 et les doubles élections législatives de mai et juin 2012, où Syriza gagne 16,78 pour cent et 26,89 pour cent des voix respectivement, le défi consiste à devenir une force politique nationale. En tant que leader du groupe parlementaire de Syriza, Tsipras devient son porte-parole principal et officiel. Le jeune politicien accorde une attention particulière au discours qu'il formule : abstrait mais dynamique, vague mais radical, il s'efforce d'un côté de ne pas dépasser les lignes rouges des alliés de Synaspismos, et, de l'autre, d'élaborer un discours susceptible de s'adresser à un public plus large, notamment l'électorat traditionnel du Pasok. Étant la personne la plus médiatisée de Syriza, sa parole acquiert un poids dans le champ politique.

Dans ses discours Tsipras cible d'abord les élites politiques du pays qui « ont mené le pays à la faillite ». Ayant une grande responsabilité dans la corruption qui sévit en Grèce sous

---

<sup>16</sup> Entre 2009 et 2011, seulement le PASOK soutiendra le « Mémoire ». La Nouvelle démocratie et son nouveau président Antonis Samaras bien qu'au début de la crise se déclarait contre le Mémoire, ils changeront de position après la démission de George Papandreou. La ND apporte son soutien à Lucas Papademos, ancien vice-président de la Banque centrale européenne, qui devient premier-ministre dans le but de réaliser les mesures d'austérité et les réformes structurelles prévues dans les accords de prêts.

diverses formes, les deux partis au pouvoir, le Pasok et la ND, composent, selon lui, désormais un seul parti, le « parti du Mémorandum »<sup>17</sup>. Ils réalisent les mêmes politiques économiques en favorisant les « riches » au détriment du « peuple grec ». Par ailleurs, avec les Médias et « certains » hommes d'affaires, les deux partis au pouvoir forment un « triangle de corruption » qui gouverne le pays « depuis des années ».

« Quel est le triangle du péché de la vie politique dans ce pays ? C'est un triangle où d'un côté on trouve le système politique corruptif qui est en train d'effondrer et le personnel qui pendant les années de croissance, recevaient des pots-de-vin de la part d'entreprises allemandes [...] et de l'autre on a les banques et les banquiers, qui, alors qu'elles ont fait faillite et reçu 130 milliards, elles veulent continuer à avoir la gestion des banques, et dans le troisième point on a les Médias. »<sup>18</sup>

Selon le discours d'Alexis Tsipras, pendant les années de la crise économique, les grecs sont gouvernés par le « régime du Mémorandum ». Il s'agit d'un régime fondé sur trois piliers : du Pasok et de la ND ; des médias et de la grande classe capitaliste, notamment les armateurs et les grands entrepreneurs du bâtiment ; et finalement technocrates néolibéraux à Bruxelles et les « aigles de Washington du FMI ». Au fur et à mesure que la crise économique avance, les deux partis au pouvoir perdent leur poids électoral et Syriza se rapproche du pouvoir, Tsipras cible davantage les « technocrates » et les forces politiques néolibérales en Europe.

Il s'agit d'un conflit social en vue de l'établissement du pouvoir politique du « peuple ». Selon le discours de son président, Syriza déclare prompt de représenter les intérêts du « peuple grec » contre les élites économiques et politiques « internes et externes ». Alexis Tsipras s'éloigne de la description détaillée des groupes sociaux particuliers que la Gauche radicale devait représenter en choisissant de parler du « peuple grec ». Le terme « peuple » a l'avantage de condenser plusieurs catégories sociales en un seul terme. Il construit une image holiste de l'ensemble social qui souffre des politiques de la crise. Construit de manière négative, le « peuple » est ce que ne sont pas les élites : il est la cible des mesures d'austérité tandis que les élites profitent de la redistribution de la richesse collective tout en ayant auparavant sécurisé leurs capitaux. Le peuple grec, selon Tsipras, n'a pas accès aux foyers du pouvoir, il souffre là où les élites profitent. Tsipras va mener le peuple aux centres de pouvoir à travers de Syriza, « le

---

<sup>17</sup> Discours d'Alexis Tsipras, Président du groupe parlementaire de Syriza, Rassemblement politique au stade « Sporting » 22 novembre 2011. <http://www.syn.gr/gr/keimeno.php?id=25100>

<sup>18</sup> Discours d'Alexis Tsipras, Président du groupe parlementaire de Syriza, réunion du Comité de coordination panhellénique de Syriza, 18 février 2012. <http://www.syn.gr/gr/keimeno.php?id=26074>

véhicule des intérêts des intérêts populaires » ; il va prendre des décisions afin que les élites politiques et économiques rendent compte de leurs actes qui ont contribué à la faillite de l'État grec.

Le populisme facilite et renforce l'identification de chacun au sein de l'électorat avec la personne qui prononce le signifiant « peuple » et dans ce cas précis, avec Alexis Tsipras. Dans un pays imprégné de culture nationaliste, Tsipras, investit sur le patriotisme des grecs. Il fait très fréquemment allusion à la tradition de l'EAM, le Front national de la résistance construit par le KKE pendant l'occupation nazi, et sa relation privilégiée avec le peuple. Le signe qui connecte l'EAM et la Résistance nationale des années 1940 avec Syriza et la soumission du pays aux demandes des « étrangers », aux créanciers de l'État grec, s'effectue grâce au signifiant « peuple ». Alexis Tsipras performe le rôle du leader national-populaire qui va représenter les intérêts du peuple dans son ensemble, indépendamment des valeurs et croyances politiques de chacun des électeurs ou leur position exacte dans la structure sociale. Le populisme de Tsipras dépasse donc les éléments marxistes du discours typique de Synaspismos mais aussi de la majorité des autres composantes de Syriza (à l'exception des anciens communistes-nationalistes du KOE qui soutiennent personnellement Tsipras). Ce dernier apparaît lui-même donc comme une figure nationale et représente son parti en tant qu'instrument au service du peuple pour regagner sa souveraineté nationale.

En établissant un lien direct avec l'ancien électorat du Pasok et de la ND, Tsipras devient le leader incontestable au sein de Syriza. Entre 2009 et 2012, à l'exception des élections législatives de 2012, une des plus grandes victoires de Tsipras a été de s'imposer comme la figure dominante au sein de Syriza. Cette évolution est certes le résultat de plusieurs facteurs mais le discours populiste de Tsipras y a contribué de façon décisive. En effet, vu la situation d'urgence et les opportunités qui surgissent, l'idée selon laquelle le temps manque pour des discussions théoriques sans fin sur la forme du « sujet collectif » à construire ou l'identification sociologique du « sujet social » à représenter, gagne peu à peu du terrain. Le discours « populiste » d'Alexis Tsipras et la position à partir de laquelle il le produit, camoufle les responsabilités de l'ensemble des membres de Syriza sur leur faiblesse à résoudre les problématiques générées par l'effondrement du marxisme-léninisme à la fin des années 1980. Il circonviend également la problématique autour de la figure du « sujet social » analysée par ses

camarades au sein du KKEesoterikou, Synaspismos et l'AKOA. Tsipras est mandaté pour élaborer un discours qui fera de Syriza une force politique nationale car il n'est plus temps de faire autrement. Sans le dire ouvertement, les composants de Syriza, leurs cadres et la majorité de leurs adhérents, reconnaissaient que l'électorat grec n'était pas prêt pour une « révolution communiste » ou « une émeute anticapitaliste » comme ils l'auraient souhaité, mais que l'opportunité pour un gouvernement de la Gauche anti-néolibérale était là et les impliquait. Le discours populiste de Tsipras divisant l'ensemble social aux « privilégiés » et « non-privilégiés », le « peuple grec » contre l' « établissement » et les élites les satisfait – au moins pour le moment.

### *L'opposition de gauche*

Mandat a toutefois été donné à Tsipras mais en étant soumis à des conditions. Au congrès fondateur de Syriza en 2013, une « opposition de gauche » nommée « Plateforme de gauche » (Aristeri Platforma) a été formée par le « Aristero Refma » de Synaspismos et les trotskistes de « Kokkino ». (DEA, une de plus grandes organisations trotskistes grecques, a refusé de se dissoudre pour être absorbée par Syriza, mais a continué à y participer à travers le Platforma). Jusqu'à la scission d'août 2015 après la signature du gouvernement d'un quatrième octroi de prêt, le Platforma regroupera les groupes et courants opposés au courant majoritaire qui soutenait Alexis Tsipras. Le courant est constitué d'abord par des anciens communistes du KKE et Synaspismos ayant recours à une langue de bois qui utilise le vocabulaire du marxisme-léninisme. Il manifestait sa méfiance vis-à-vis de la transformation de Syriza en un parti politique centré autour de son chef. Le texte de contribution rédigé en vue du congrès fondateur commence par une critique qui ne cible personne explicitement mais qui met en lumière les conditions inacceptables sous lesquelles il a été réalisé sans doute erreur du courant majoritaire de Tsipras :

« ... un congrès fondateur d'une telle importance [...] dans un moment critique tant pour Syriza que pour le pays [...] devait avoir davantage de temps pour s'organiser, afin de discuter des enjeux controversés et garantir la participation essentielle des membres et des organisations participantes [...] La décision de tenir le congrès sans ses conditions préalables constitue un grand manque »<sup>19</sup>

---

<sup>19</sup> Texte- contribution de « Aristeri Platforma », Congrès fondateur de Syriza <http://s.enet.gr/resources/article-files/aristerh-platforma.pdf>, p.1.

Conscients de la fin les longues discussions autour des caractéristiques, et même des objectifs à court-terme, du « sujet collectif » de la Gauche radicale, les membres et sympathisants de la Platforma voulaient maintenir en vie l' « esprit contestataire » et la radicalité de Syriza. Ils soulignaient que le danger fondamental pour Syriza était sa « social-démocratisation ». Le parti ne gagnerait pas la confiance du monde en devenant une force politique dont la priorité politique serait la défense des intérêts de la classe bourgeoise. Devenir un « deuxième Pasok » établissant une hiérarchie organisationnelle étrange pour la Gauche marxiste grecque afin d'être accepté aux centres du pouvoir en Grèce et à l'étranger signifierait la trahison d'un projet qui durait déjà depuis neuf ans.

Au contraire, pour le Platforma, la construction du parti devra être l'occasion d'une deuxième vague de radicalisation de SYRIZA. En cela, le Platforma ainsi que la majorité des organisations politiques opposées au courant majoritaire, prennent leurs distances par rapport au discours populiste de Tsipras en adoptant des idées inspirées du marxisme-léninisme : construire une « alliance de classe » entre la classe ouvrière, les travailleurs, les chômeurs du secteur public et privé doit être l'objectif de Syriza en se rapprochant du pouvoir gouvernemental ; créer un vaste front des travailleurs en termes de « classes, populaires, sociaux » qui affrontera le front de la classe dominante, confirmera l'affirmation que Syriza est un parti politique des travailleurs visant encore à la transformation socialiste de l'économie nationale.

À travers la référence de la figure de l' « ouvrier », la discussion autour de la question du « sujet social » se poursuit en réintroduisant une version du marxisme-léninisme pour y répondre. Les références constantes sur la nature « de classe » et la sublimation de la figure de l'ouvrier promouvaient l'idée d'un rapprochement avec les luttes syndicales et ouvrières négligées selon eux par Syriza.

Syriza devait devenir une force de classe permettant de revitaliser le mouvement syndical qui aggravait la lutte des classes. Le discours de la Platforma se sent plus familier avec les mouvements traditionnels de classe que les mouvements polymorphes soutenus par Syriza dans sa phase précédente. Le parti devra d'abord établir des liens forts avec les « travailleurs ». Les forces de Syriza ne sont pas suffisamment présentes au sein des syndicats des travailleurs et ne doivent pas se limiter au rôle de « commentateur » des problèmes auxquels la classe ouvrière fait face. En tant que « parti de la Gauche », Syriza doit lutter contre le « pouvoir capitaliste » et bâtir

des mécanismes d'unification des ouvriers avec le « peuple ». Alors seulement une telle alliance pourra permettre à un gouvernement de Gauche de réaliser son programme et renverser le pouvoir bourgeois des classes dominantes.

Ce discours antagonique renvoie à une compréhension de la société sociale inspirée de la tradition théorique du marxisme-léninisme du KKE, et, à un deuxième niveau, de la tradition trotskyste. On ne trouve la figure pléthorique du « sujet social » ni dans la dernière phase du KKEs ni de Synaspismos pendant la première période de construction de Syriza. La question du « sujet social » se pose mais la réponse apportée est facile et simpliste. Il s'agit d'un retour aux racines communistes-nationalistes du KKE d'une autre époque. La figure du « travailleur-ouvrier » et Syriza sont des alliés stratégiques dans une guerre « néo-coloniale » qui attaque « les travailleurs et les salariés grecs ». Contrairement à l'équipe dirigeante autour d'Alexis Tsipras, le Platforma, ainsi que les fractions trotskystes (qui cependant ne partagent pas les mêmes inquiétudes nationalistes) ne croient pas que le destin de la Grèce est lié à celle de l'Europe. Rompre avec les Mémoires signifie rompre également avec l'Union européenne et la zone euro. « La perspective de la sortie de la Grèce de la zone-euro requiert une bonne préparation et en aucun cas elle ne constituera pas un désastre national [...] Au contraire [...] il consiste en une solution positive pour le peuple grec et les peuples d'Europe »<sup>20</sup>. Dans la perspective à long terme pour la transformation socialiste, la souveraineté nationale et populaire constitue ici une première étape nécessaire.

### *Conclusion*

En tant que projet politique, Syriza a rassemblé divers courants de la Gauche grecque : des forces de la Gauche communiste, rénovatrice, anticapitaliste, écologique, trotskyste et maoïste, et qui ont pris la décision de discuter entre elles dans l'objectif de trouver des réponses aux questions existentielles auxquelles l'ancienne Gauche marxiste-léniniste, dans toutes ses variantes, tentent de répondre depuis l'effondrement de l'Union soviétique.

Contrairement aux analyses existantes, Syriza est plus qu'un parti populiste. Le virage populiste effectué après l'éclatement de la crise de la dette souveraine sous la direction d'Alexis Tsipras est indiscutable. Cependant, Syriza a été plus que cela. Les discours divers produits dans

---

<sup>20</sup> Ibid, p. 15

ses structures montrent une volonté bien enracinée dans l'Histoire de renouveler la doxa obsolète des standards du XXI<sup>e</sup> siècle. Le terme de « sujet social » constitue un des signes structurant un nouveau champ de significations par lesquelles depuis les années 1970, la Gauche grecque (et européenne) tente de revitaliser le système des idées du marxisme-léninisme. Trouver un terme, une notion de substitution au rôle du « prolétariat » a été la tâche par excellence difficile à accomplir. Au cours des vingt ans qui se sont écoulés entre la création de Synaspismos et la chute du mur de Berlin, l'ancienne Gauche communiste, en Grèce, l'Europe et le monde entier a essayé de combler les vides du passé marxiste-léniniste. La tâche des politologues et historiens du XXI<sup>e</sup> siècle sera de regrouper les réponses apportées pour définir correctement la famille politique que l'on appelle « la Gauche radicale ».

## **Bibliographie**

Bourdieu, P. *La représentation politique [Éléments pour une théorie du champ politique]*, Actes de la recherche en sciences sociales Année 1981, vol.36 no.1, pp. 3-24  
Céfal, D., (2001) dir., *Cultures politiques*, PUF, Paris.

Hastings, M., Partis politiques et administration du sens, p. 22, in Andolfatto, D., Greffet, F., Olivier, L., (2001) dir., *Les partis politiques. Quelles perspectives ?*, L'Harmattan, Paris.

Eleftheriou, C., “*The uneasy ‘symbiosis’*”. *Factionalism and Radical Politics in Synaspismos.*, Paper prepared for presentation at the 4th Hellenic Observatory PhD Symposium

Mpalampanidis, Y (2015)., *Evrokommounismos*, Polis, Athens.

Mudde, Cas, The problem with populism, Guardian, 17 February 2015  
<https://www.theguardian.com/commentisfree/2015/feb/17/problem-populism-syriza-podemos-dark-side-europe>

Mudde, Cas, *The Defeat of a Populist Promise*, Epikentro, Athens. (In Greek)  
Offerlé, M. (2012), *Les partis politiques*, PUF, Paris, p.35.

Offerlé, M. (2012), *Les partis politiques*, PUF, Paris.

Poulantzas, N., *L'État, le pouvoir, le socialisme*, Les Prairies ordinaires, Paris 2013.

Stavrakakis, Y., Katsambekis, G. « Left-wing populism in the European periphery: the case of SYRIZA », *Journal of Political Ideologies*, vol.19 no.2, pp. 119-142.

Vernardakis, Ch. *Partis politiques, élections et système de parti, Les transformations de la représentation politique 1990-2010*, Éditions Sakkoulas, Athènes, 2011. (en grec)

### **Sources**

Discours de Litsa Ammanatidou, (cadre de Syriza, député parlementaire janvier 2015-août 2015) lors du Congrès continu de Synaspismos en février 2009.

Discours d'Alexis Tsipras, Président du groupe parlementaire de Syriza, Rassemblement politique au stade « Sporting », 22 novembre 2011. <http://www.syn.gr/gr/keimeno.php?id=25100>

Discours d'Alexis Tsipras, Président du groupe parlementaire de Syriza, réunion du Comité de coordination panhellénique de Syriza, 18 février 2012.

<http://www.syn.gr/gr/keimeno.php?id=26074>

Texte- contribution de « Aristeri Platforma », Congrès fondateur de Syriza

<http://s.enet.gr/resources/article-files/aristerh-platforma.pdf>, p.1.